

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

28 juillet 2020

PROPOSITION DE LOI

**répartissant les droits de pension dans le
deuxième pilier entre partenaires après le
divorce ou la dissolution
de la cohabitation légale**

AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

Voir:

Doc 55 **0960/ (2019/2020):**

001: Proposition de loi de Mme Vanrobaeys.

002: Avis du Conseil d'État.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

28 juli 2020

WETSVOORSTEL

**tot verdeling van de pensioenrechten
in de tweede pijler tussen partners
na echtscheiding of na ontbinding
wettelijke samenwoning**

ADVIES VAN DE NATIONALE ARBEIDSRAAD

Zie:

Doc 55 **0960/ (2019/2020):**

001: Wetsvoorstel van mevrouw Vanrobaeys.

002: Advies van de Raad van State.

03009

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurd papier)



AVIS N° 2.173

**Proposition de loi – Répartition des droits de pension complémentaire après le divorce
ou la dissolution de la cohabitation légale**

Av. de la Joyeuse Entrée, 17-21 - 1040 Bruxelles
Tel: 02 233 88 11 - Fax: 02 233 89 38 - E-mail: cntgreffe-nargriffie@cnt-nar.be - Website: www.cnt-nar.be



AVIS N° 2.173

Séance du mardi 14 juillet 2020

Proposition de loi – Répartition des droits de pension complémentaire après le divorce ou la dissolution de la cohabitation légale

x x x

3.132

Av. de la Joyeuse Entrée, 17-21 - 1040 Bruxelles
Tel: 02 233 88 11 - Fax: 02 233 89 38 - E-mail: cntgreffe-nargriffie@cnt-nar.be - Website: www.cnt-nar.be

AVIS N° 2.173

Objet : Proposition de loi – Répartition des droits de pension complémentaire après le divorce ou la dissolution de la cohabitation légale

Par lettre du 4 mars 2020, monsieur P. DEWAEL, Président de la Chambre des représentants, a saisi le Conseil d'une demande d'avis concernant une proposition de loi relative à l'objet sous rubrique.

Le Conseil est invité à rendre un avis dans les soixante jours.

Cette proposition de loi prévoit qu'en cas de divorce ou de déclaration de cessation de la cohabitation légale, la pension complémentaire constituée pendant le mariage ou la cohabitation légale sera automatiquement répartie à parts égales entre les partenaires, indépendamment du régime matrimonial ou du régime de cohabitation choisi. Il existe toutefois une possibilité de déroger à la répartition prévue (opt-out) pour éviter l'apparition de situations inéquitables où l'un des partenaires bénéficie d'une pension légale élevée sans deuxième pilier complémentaire et l'autre partenaire bénéficie d'une pension légale et complémentaire modeste.

- 2 -

L'examen de cette question a été confié à la Commission des relations individuelles du travail et de la sécurité sociale.

Sur rapport de celle-ci, le Conseil a émis, le 14 juillet 2020, l'avis unanime suivant.

x x x

AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

I. OBJET ET PORTEE DE LA DEMANDE

Par lettre du 4 mars 2020, monsieur P. DEWAEL, Président de la Chambre des représentants, a saisi le Conseil d'une demande d'avis concernant une proposition de loi concernant la répartition des droits de pension complémentaire après le divorce ou la dissolution de la cohabitation légale

Le Conseil est invité à rendre un avis dans les soixante jours.

Cette proposition de loi prévoit qu'en cas de divorce ou de déclaration de cessation de la cohabitation légale, la pension complémentaire constituée pendant le mariage ou la cohabitation légale sera automatiquement répartie à parts égales entre les partenaires, indépendamment du régime matrimonial ou du régime de cohabitation choisi. Il existe toutefois une possibilité de déroger à la répartition prévue (opt-out) pour éviter l'apparition de situations inéquitables où l'un des partenaires bénéficie d'une pension légale élevée sans deuxième pilier complémentaire et l'autre partenaire bénéficie d'une pension légale et complémentaire modeste.

II. POSITION DU CONSEIL

A. Le Conseil a examiné avec attention la proposition de loi dont saisine.

Avis n° 2.173

- 3 -

Il constate que la proposition de loi a pour objet de répondre à un arrêt de la Cour constitutionnelle rendu le 27 juillet 2011 (arrêt n°136/2011) dans lequel cette dernière jugeait qu'« il n'est pas raisonnablement justifié que le capital de l'assurance-groupe obligatoire que souscrit l'employeur de l'un des deux conjoints au bénéfice de son travailleur en vue de financer une pension complémentaire payée lorsque l'affilié atteint un âge déterminé soit propre ; Dès lors, ce capital doit être intégré dans la masse à partager en tant que partie de l'actif de la communauté conjugale lors de la liquidation-partage. »

Il remarque à cet égard que cette problématique n'a jusqu'à ce jour jamais été réglée en pratique, ceci tenant, selon lui, à la complexité que revêt la matière des pensions complémentaires.

Le Conseil estime que la question soulevée par la proposition de loi mérite d'être posée.

Il pense cependant que cette dernière exige une analyse en profondeur, requiert des compétences actuarielles, une expertise certaine et du temps pour en déterminer tous les aspects et les conséquences sur le plan juridique, social et fiscal.

B. Le Conseil veut éviter que la proposition de loi en vienne à créer une série d'effets non voulus dont on ne peut en mesurer l'impact en pratique.

Il insiste sur la complexité que revêt la matière des pensions complémentaires, complexité qui d'un premier examen de la proposition de loi, l'a conduit à mettre déjà en évidence, sans être exhaustif, une série de questions techniques que soulève la proposition de loi :

* Au sujet du champ d'application :

- Est-il adéquat de traiter sur le même pied les différents contrats matrimoniaux ainsi que les cas de mariages et de cohabitation légale, cette dernière ne faisant l'objet que d'une déclaration devant l'officier de l'Etat civil sans pour autant être accompagnée d'une convention de vie commune ? Ces deux cas de figure sont-ils réellement comparables en pratique ?

Avis n° 2.173

- 4 -

- Quelle est la raison pour laquelle des systèmes de pension complémentaire spécifiques comme celles des dirigeants d'entreprise ou encore les pensions complémentaires libres pour indépendants ne sont pas intégrées dans le champ de la proposition de loi alors qu'il s'agit également de revenus constitués durant le mariage ou la cohabitation légale ?
 - A-t-il été tenu compte des situations de revenus différentes propres aux divers régimes de pension légaux ?
- * Au sujet de la mise en œuvre concrète :
- A-t-il été tenu compte de la différence qui existe entre les plans de pension de type contributions définies, les plans de pension cash balance, les plans de pension avec prestations définies lesquels nécessitent d'établir des règles différentes pour la mise en œuvre concrète de la répartition des droits à pension ?
 - Pourquoi une répartition au moment du divorce/de la séparation et pas plus tard ?
 - Comment régler des situations de répartition des droits à la pension complémentaire en cas de divorce/de cohabitation multiples ?
 - Qu'en est-il du couple qui se sépare et dont les deux conjoints bénéficient chacun de droits à une pension complémentaire, les droits de chacun vont-ils être scindés ou seulement celui dont la pension complémentaire est la plus élevée ?
 - Comment valoriser le montant résultant de la répartition au moment du divorce, qui peut se produire parfois bien avant la retraite ? A-t-il été tenu compte du critère de la durée du mariage/cohabitation légale pour la définition des règles de répartition des droits à la pension, critère qui doit s'appuyer sur des règles de calcul actuariel ?
 - Quid en cas de décès de l'affilié survenu entre le divorce et l'âge de la pension ?
 - Quid des variations de rendements après le divorce ? Comment tenir compte de la garantie de rendement dans la répartition des droits à la pension complémentaire ?

Avis n° 2.173

- 5 -

- Quand et comment l'ex-conjoint recevra-t-il « sa » part sur le droit à la pension complémentaire de son ex-conjoint ? Quid de la répartition des droits à pension complémentaire sans mettre à mal le principe du paiement de celle-ci à l'occasion et immédiatement lors de la prise de cours de la pension légale ?
- Est-il adéquat de prévoir dans le cas de la cohabitation légale une faculté d'« opt out » (à savoir le fait qu'il est possible d'opter pour un autre régime que celui du partage des droits à pension complémentaire en cas de séparation au plus tard au moment de la cohabitation légale) sachant que ce type de cohabitation ne fait souvent l'objet que d'une déclaration devant l'officier de l'état civil ?
- N'aurait-il pas été plus adéquat de prévoir, dans le cas de la cohabitation légale, un opt-in, soit une faculté de prévoir une répartition des droits à pension complémentaire au moment de la déclaration de cohabitation légale ?
- Quel va être l'impact de la proposition de loi sur la gestion de la pension complémentaire par le fonds de pension ?
- Quid du régime fiscal ?
- Comment les règles de sortie vont-elles être appliquées concrètement dans le cadre de cette nouvelle réglementation ?
- Comment les règles vont-elles être appliquées en cas de mariage / cohabitation avec une personne qui travaille dans un pays voisin et qui est donc travailleur frontalier ?
- Faut-il prévoir un montant limite sous lequel aucune répartition ne doit avoir lieu ?
- Comment la communication doit-elle avoir lieu à l'égard de l'ex-partenaire qui se voit attribuer une partie de la pension complémentaire ?
- Comment les règles vont-elles être appliquées aux plans exprimés en rente ou en capital ?

Avis n° 2.173

- 6 -

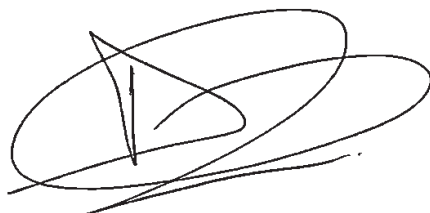
* Quant à l'entrée en vigueur de la proposition de loi :

- Ne serait-il pas nécessaire de prévoir des dispositions transitoires ?
- La proposition de loi n'induit-elle pas une rétroactivité dans la mesure où elle va s'appliquer à des divorces/séparations qui sont pendant au moment de son entrée en vigueur sans que les parties concernées ne l'aient nécessairement prévu au préalable dans un contrat de mariage/une convention de vie commune ?
- ...

C. Soucieux d'apporter une réponse adéquate à cette problématique qui revêt pour lui une importance certaine, le Conseil se propose de l'étudier et de la régler en s'appuyant notamment sur des auditions d'experts en matière de deuxième pilier de pension et de droit de la famille. Ce n'est que sur cette base que la problématique pourra être solutionnée en tenant compte des équilibres existants figurant dans la loi du 28 avril 2003. Le présent avis que le Conseil émet l'est donc à titre intermédiaire, dans l'attente d'avoir examiné en profondeur l'ensemble des aspects liés à cette problématique.

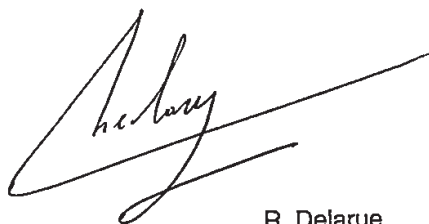
Le Conseil demande dès lors d'éviter d'adopter toute législation qui aurait des effets non voulus sur la problématique plus globale des pensions complémentaires.

Le Secrétaire,



J.-P. Delcroix

Le Président,



R. Delarue

Avis n° 2.173



ADVIES Nr. 2.173

Wetsvoorstel – Verdeling van de aanvullende pensioenrechten na echtscheiding of na ontbinding wettelijke samenwoning

Blijde Inkomstlaan, 17-21 - 1040 Brussel
Tel: 02 233 88 11 - Fax: 02 233 89 38 - E-mail: cntgreffe-nargriffie@nar-cnt.be - Website: www.nar-cnt.be



ADVIES Nr. 2.173

Zitting van dinsdag 14 juli 2020

Wetsvoorstel – Verdeling van de aanvullende pensioenrechten na echtscheiding of na ontbinding wettelijke samenwoning

x x x

3.132

Blijde Inkomstlaan, 17-21 - 1040 Brussel
Tel: 02 233 88 11 - Fax: 02 233 89 38 - E-mail: cntgreffe-nargriffie@nar-cnt.be - Website: www.nar-cnt.be

ADVIES Nr. 2.173

Onderwerp: Wetsvoorstel – Verdeling van de aanvullende pensioenrechten na echtscheiding of na ontbinding wettelijke samenwoning

Bij brief van 4 maart 2020 heeft de heer P. Dewael, voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, het advies van de Raad gevraagd over een wetsvoorstel over het voornoemde onderwerp.

De Raad dient binnen de zestig dagen een advies uit te brengen.

Dit wetsvoorstel verdeelt in geval van echtscheiding of verklaring van beëindiging van wettelijke samenwoning het tijdens het huwelijk of wettelijke samenwoning tussen de partners opgebouwde aanvullend pensioen automatisch in gelijke delen, ongeacht het gekozen huwelijksvermogensstelsel of samenlevingscontract. Er is voorzien in een mogelijkheid tot opt-out om te vermijden dat onbillijke situaties ontstaan in geval één van de partners een hoog wettelijk pensioen heeft zonder aanvullende tweede pijler en de andere partner een laag wettelijk en aanvullend pensioen.

- 2 -

Het onderzoek van die kwestie werd toevertrouwd aan de commissie Individuele Arbeidsverhoudingen - Sociale Zekerheid.

Op verslag daarvan heeft de Raad op 14 juli 2020 het volgende eenparige advies uitgebracht.

X X X

ADVIES VAN DE NATIONALE ARBEIDSRAAD

I. ONDERWERP EN DRAAGWIJDTE VAN DE AANVRAAG

Bij brief van 4 maart 2020 heeft de heer P. Dewael, voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, het advies van de Raad gevraagd over het wetsvoorstel over de verdeling van de rechten op aanvullend pensioen na echtscheiding of ontbinding van de wettelijke samenwoning.

De Raad dient binnen de zestig dagen een advies uit te brengen.

Dit wetsvoorstel verdeelt in geval van echtscheiding of verklaring van beëindiging van wettelijke samenwoning het tijdens het huwelijk of wettelijke samenwoning tussen de partners opgebouwde aanvullend pensioen automatisch in gelijke delen, ongeacht het gekozen huwelijksvermogensstelsel of samenlevingscontract. Er is voorzien in een mogelijkheid tot opt-out om te vermijden dat onbillijke situaties ontstaan in geval één van de partners een hoog wettelijk pensioen heeft zonder aanvullende tweede pijler en de andere partner een laag wettelijk en aanvullend pensioen.

II. STANDPUNT VAN DE RAAD

A. De Raad heeft het voorgelegde wetsvoorstel aandachtig onderzocht.

Advies nr. 2.173

- 3 -

Hij stelt vast dat het wetsvoorstel tegemoet wil komen aan een arrest van het Grondwettelijk Hof van 27 juli 2011 (arrest nr. 136/2011) waarin het Hof het volgende oordeelde: "Het is dan ook niet redelijk verantwoord dat het kapitaal van de verplichte groepsverzekering die de werkgever van één van de twee echtgenoten aangaat ten voordele van zijn werknemer ter financiering van een aanvullend pensioen dat wordt betaald bij het bereiken van een bepaalde leeftijd door de aangeslotene, zou worden beschouwd als een eigen goed. Bijgevolg dient dat kapitaal als onderdeel van het actief van de huwelijksgemeenschap bij de vereffening-verdeling in de te verdelen massa te worden opgenomen."

Hij merkt daarbij op dat die problematiek tot nu toe nooit praktisch geregeld werd, volgens hem, omwille van de complexiteit van de materie van de aanvullende pensioenen.

De Raad vindt dat gewag gemaakt moet worden van de kwestie die het wetsvoorstel aanhaalt.

Maar volgens hem is daarvoor een grondige analyse nodig, zijn er actuariële vaardigheden, een zekere expertise en tijd vereist om er op juridisch, sociaal en fiscaal vlak alle aspecten en gevolgen van te bepalen.

B. De Raad wil vermijden dat het wetsvoorstel een reeks ongewenste effecten teweegbrengt waarvan de praktische impact niet ingeschat kan worden.

Hij wijst op de complexiteit van de materie van de aanvullende pensioenen, die hem er na een eerste onderzoek van het wetsvoorstel toe gebracht heeft om, zonder exhaustief te zijn, al een reeks technische kwesties die het wetsvoorstel oproept, in de verf te zetten:

* Over het toepassingsgebied:

- Is het gepast om de verschillende huwelijkscontracten alsook de huwelijken en gevallen van wettelijke samenwoning op dezelfde manier te behandelen, aangezien wettelijke samenwoning slechts het voorwerp uitmaakt van een verklaring voor de ambtenaar van burgerlijke stand zonder daarom gepaard te gaan met een samenlevingscontract? Zijn beide gevallen in de praktijk echt vergelijkbaar?

Advies nr. 2.173

- 4 -

- Waarom zijn specifieke stelsels van aanvullend pensioen, zoals dat van bedrijfsleiders, of nog het vrij aanvullend pensioen voor zelfstandigen niet opgenomen in het toepassingsgebied van het wetsvoorstel, terwijl het ook gaat om inkomsten die zijn opgebouwd tijdens het huwelijk of de wettelijke samenwoning?
 - Werd rekening gehouden met de verschillende inkomsten die eigen zijn aan de verscheidene wettelijke pensioenstelsels?
- * Over de concrete tenuitvoerlegging:
- Werd rekening gehouden met het verschil tussen de pensioenplannen van het type vaste bijdragen, de pensioenplannen van het type cash balance en de pensioenplannen van het type vaste prestaties waarvoor verschillende regels moeten worden opgesteld voor de concrete verdeling van de pensioenrechten?
 - Waarom een split op het ogenblik van de (echt)scheiding en geen split later?
 - Hoe de verdeling regelen van de rechten op aanvullend pensioen bij meerdere echtscheidingen / gevallen van samenwoning?
 - Wat in geval van een koppel dat scheidt waarbij beide partners elk recht op een aanvullend pensioen hebben? Worden ieders rechten gesplitst of enkel de rechten van degene met het hoogste aanvullend pensioen?
 - Hoe het bedrag valoriseren dat het resultaat is van de verdeling op het ogenblik van de echtscheiding, die soms lang voor de pensionering kan voorvallen? Werd rekening gehouden met het criterium van de duur van het huwelijk / de wettelijke samenwoning bij het behalen van de regels om de pensioenrechten te verdelen, een criterium dat gebaseerd moet zijn op actuariële berekeningsregels?
 - Wat als de aangeslotene overlijdt tussen de echtscheiding en de pensioenleeftijd?
 - Wat met rendementschommelingen na de echtscheiding? Hoe rekening houden met de rendementsgarantie in de verdeling van de rechten op aanvullend pensioen?

Advies nr. 2.173

- 5 -

- Wanneer en hoe krijgt de ex-partner “zijn” aandeel van het recht op aanvullend pensioen van zijn ex-partner? Wat met de verdeling van de rechten op aanvullend pensioen zonder het principe te ondermijnen van de uitbetaling ervan naar aanleiding van en onmiddellijk bij het ingaan van het wettelijk pensioen?
- Is het gepast bij wettelijke samenwoning te voorzien in een mogelijkheid tot “opt-out” (namelijk het feit dat er kan gekozen worden voor een andere regeling dan de regeling voor het delen van de rechten op aanvullend pensioen bij scheiding ten laatste op het ogenblik van de wettelijke samenwoning) wetende dat dit soort van samenwoning vaak slechts het voorwerp uitmaakt van een verklaring voor de ambtenaar van burgerlijke stand?
- Zou het in het geval van wettelijke samenwoning niet gepaster geweest zijn te voorzien in een opt-in, dus een mogelijkheid om te voorzien in de verdeling van de rechten op aanvullend pensioen op het ogenblik van de verklaring van wettelijke samenwoning?
- Welke impact zal het wetsvoorstel hebben op het beheer van het aanvullend pensioen door het pensioenfonds?
- Wat met de fiscale regeling?
- Hoe zullen de regels van de uittreding concreet toegepast worden in deze nieuwe regeling?
- Hoe zullen de regels worden toegepast in geval van huwelijk / samenwoning met iemand die in een buurland werkt en dus grensarbeider is?
- Moet er een grensbedrag worden voorzien waaronder geen splitting moet plaatsvinden?
- Hoe moet de communicatie plaatsvinden naar de ex-partner die een deel van het aanvullend pensioen toegewezen krijgt?
- Hoe zullen de regels toegepast worden op renteplannen / kapitaalplannen?

Advies nr. 2.173

- 6 -

* Over de inwerkingtreding van het wetsvoorstel:

- Zou er niet in overgangsbepalingen moeten worden voorzien?
- Houdt het wetsvoorstel geen terugwerkende kracht in voor zover het van toepassing zal zijn op (echt)scheidingen die hangend zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding ervan zonder dat de betrokken partijen vooraf noodzakelijkerwijs voorzien hebben in een huwelijkscontract / samenlevingscontract?
- ...

C. De Raad, die erom bekommerd is een gepast antwoord te formuleren op die problematiek die voor hem van zeker belang is, wil die problematiek onderzoeken en regelen met name op basis van hoorzittingen van experts op het vlak van de tweede pensioenpijler en het familierecht. Enkel op die basis kan de problematiek opgelost worden, rekening houdend met de bestaande evenwichten in de wet van 28 april 2003. Onderhavig advies dat de Raad uitbrengt, is dus een tussentijds advies, in afwachting van zijn grondig onderzoek van alle aspecten die met die problematiek verband houden.

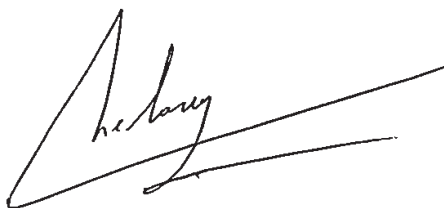
De Raad vraagt dan ook geen wetgeving aan te nemen die ongewenste effecten heeft op de globalere problematiek van de aanvullende pensioenen.

De Secretaris,



J.-P. Delcroix

De Voorzitter,



R. Delarue

Advies nr. 2.173